

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
11 mars 2014  
Français  
Original : anglais

---

**Lettre datée du 10 mars 2014, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions  
751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée**

Au nom du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport que la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence a établi, conformément au paragraphe 23 de la résolution 2111 (2013) du Conseil de sécurité, sur l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie et sur les obstacles qui entravent cette opération (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité et de le porter à l'attention de ses membres.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
faisant suite aux résolutions 751 (1992) et  
1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée  
(Signé) **Oh Joon**



## Annexe

**Lettre datée du 18 février 2014, adressée au Président  
du Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions  
751 (1992) et 1907 (2009) sur la Somalie et l'Érythrée  
par la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires  
et Coordinatrice des secours d'urgence**

Conformément aux dispositions du paragraphe 23 de la résolution 2111 (2013) du Conseil de sécurité, j'ai l'honneur de vous transmettre le rapport demandé sur l'acheminement de l'aide humanitaire en Somalie et sur les obstacles qui entravent cette opération (voir pièce jointe).

Comme aux fins des sept rapports précédents, les membres de la communauté humanitaire travaillant en Somalie ont défini le terme « partenaire d'exécution », qui apparaît au paragraphe 5 de la résolution 1916 (2010) du Conseil de sécurité, en ces termes :

« Partenaire d'exécution » – organisation non gouvernementale (ONG) ou organisation communautaire qui a fait l'objet de la part d'un organisme des Nations Unies ou d'une organisation non gouvernementale d'un contrôle de précaution destiné à établir sa bonne foi, et qui fait rapport au Coordonnateur de l'action humanitaire, à sa demande, sur les mesures d'atténuation. Les partenaires d'exécution présentent les caractéristiques suivantes :

- a) L'organisation intervient dans le cadre de la procédure d'appel global pour la Somalie (ou du fonds humanitaire commun);
- b) L'organisation fait partie d'un groupement matriciel de type 3W (Who does What and Where – Qui fait quoi et où).

Je reste à votre disposition pour toutes questions que vous auriez à poser sur la teneur du rapport ou tous éclaircissements que vous souhaiteriez obtenir sur la situation humanitaire en Somalie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

La Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires  
et Coordinatrice des secours d'urgence  
(Signé) Valerie Amos

## Pièce jointe

### **Rapport de la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires et Coordinatrice des secours d'urgence**

#### **Introduction**

1. Le présent rapport est le premier à être soumis en application de la résolution [2111 \(2013\)](#) du Conseil de sécurité, qui faisait suite à ses résolutions [1972 \(2011\)](#), [1916 \(2010\)](#) et [2060 \(2012\)](#), par laquelle le Conseil avait pour la première fois requis un rapport, et le huitième à l'être en vertu de l'ensemble de ces résolutions. Au paragraphe 23 de la résolution [2111 \(2013\)](#), le Conseil priait le Coordonnateur des secours d'urgence, aidé des organismes des Nations Unies et des organisations humanitaires dotées du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale des Nations Unies qui fournissent une aide humanitaire en Somalie, de lui faire rapport au plus tard le 20 mars 2014 sur cette aide et sur tout obstacle qui en entraverait l'acheminement.

2. Le présent rapport couvre la période allant de juillet 2013 à janvier 2014. Il s'attache principalement au cas des populations touchées des régions de Somalie qui sont sous le contrôle ou dans la zone d'influence des Chabab, groupe inscrit le 12 avril 2010 sur la liste établie par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions [751 \(1992\)](#) et [1907 \(2009\)](#) sur la Somalie et l'Érythrée, en application du paragraphe 8 de la résolution [1844 \(2008\)](#).

3. Comme les sept qui l'ont précédé ([S/2010/372](#), [S/2010/580](#), [S/2011/125](#), [S/2011/694](#), [S/2012/546](#), [S/2012/856](#) et [S/2013/415](#)), ce rapport insiste sur les entraves apportées à l'acheminement de l'aide humanitaire et sur leurs conséquences opérationnelles, ainsi que sur les mesures mises en place pour réagir à la politisation, à l'utilisation abusive et au détournement de cette aide. Il s'appuie sur les résultats d'une étude menée auprès d'organismes et de groupes humanitaires compétents actifs en Somalie et sur l'information fournie par le Groupe de la gestion des risques du Bureau du Coordonnateur résident des Nations Unies.

#### **Situation humanitaire**

4. Bien que la situation continue à s'améliorer, les besoins humanitaires demeurent considérables et les avancées fragiles. Quelque 857 000 personnes ne pourraient pas satisfaire leurs besoins alimentaires essentiels si l'aide venait à s'interrompre et 2 millions d'autres ne mangent pas à leur faim et sont tributaires d'un complément de ressources pour subsister. Les taux de malnutrition restent parmi les plus élevés du monde, puisque l'on estime à 203 000, soit un sur sept, le nombre des enfants âgés de moins de 5 ans qui souffrent de malnutrition aiguë. Plus de 50 000 d'entre eux sont à l'article de la mort et, en l'absence d'aide, ce chiffre pourrait doubler en six mois. Il reste plus d'un million de personnes déplacées qui n'ont pas accès à des services de base suffisants et de qualité pour le logement, l'eau, l'assainissement, la santé et l'éducation, auxquelles s'ajoutent plus d'un million de Somaliens réfugiés dans la région. Dans le Puntland, des pluies torrentielles, des inondations et le cyclone tropical du 10 novembre 2013 ont fait à peu près 80 morts et causé la perte de plus de 80 % des quelque 800 000 têtes de bétail. À Jaouar, dans la région du Moyen-Chébéli, on estime à 80 000 le nombre des personnes sinistrées à la suite des inondations ou victimes des affrontements entre clans. À la fin de 2013, l'alerte alimentaire a été déclarée dans certaines zones

rurales du sud et du nord-est touchées par les chocs climatiques et les combats intercommunautaires : grâce à ce dispositif d'alerte rapide, une intervention immédiate et ciblée a pu être mise en place, ce qui a permis d'éviter que la situation ne se détériore sur le plan de la sécurité alimentaire – d'où la légère réduction du nombre des personnes ayant besoin d'une aide vitale ou destinée à renforcer leur capacité de résistance prévue pour la période de janvier à juin 2014 dans toute la Somalie, ce qui fait une fois de plus ressortir l'importance cruciale de l'aide humanitaire pour les plus mal lotis.

5. Selon les organismes d'aide humanitaire, 67 % des 2,9 millions de personnes qui ont besoin d'une telle aide ou d'un complément de ressources pour subsister vivent dans le centre-sud de la Somalie, territoire qui se trouve en grande partie sous le contrôle des Chabab ou dans leur zone d'influence. Malgré les nombreuses difficultés auxquelles elles se heurtent, les 32 organisations humanitaires nationales ou internationales qui opèrent dans la région parviennent à entrer en contact avec la plupart des personnes touchées. À la fin de 2013, près de 1,7 million d'entre elles avaient effectivement reçu une aide alimentaire et des intrants agricoles (semences, engrais et outils), 528 000 enfants de moins de 5 ans avaient bénéficié de programmes de nutrition, près de 2 millions de personnes avaient reçu des soins de santé primaires et secondaires, 790 000 avaient accès à des sources d'approvisionnement durable en eau sans risque pour la santé, 576 000 enfants d'âge scolaire bénéficiaient de services éducatifs et 347 000 déplacés recevaient des colis d'aide d'urgence. Bien que la propagation de la poliomyélite ait pu être freinée grâce à une campagne de vaccination massive qui a permis d'immuniser plus de 4 millions d'enfants, y compris dans les secteurs contrôlés par les Chabab, il y a encore dans le sud et le centre du pays quelque 580 000 enfants qui n'ont pas été vaccinés et sont particulièrement exposés à des maladies infectieuses telles que la poliomyélite et la rougeole. Au 1<sup>er</sup> février 2014, on recensait 190 cas de poliomyélite confirmés depuis l'apparition de l'épidémie en Somalie, en mai 2013. Les populations touchées par les inondations et les affrontements entre clans qui ont sévi dans les districts de Jaouar et de Balcad (Moyen-Chébéli) et les environs ont également été approvisionnées en nourriture, en eau, en matériel d'assainissement et en articles non alimentaires. Malgré tout, les menaces persistantes qui empêchent les populations de regagner leurs villages et l'absence des travaux sur les rives qui permettraient aux fermiers de réutiliser les parcelles inondées contrarient les actions menées en vue de rétablir les moyens de subsistance des populations touchées par les catastrophes d'origine naturelle ou humaine.

6. De même, il est extrêmement difficile de trouver des solutions durables au problème des déplacés et des réfugiés somaliens, respectivement au nombre de 1,1 et 1 million. La protection des personnes expulsées de force demeure un sujet de préoccupation majeur, en particulier à Mogadiscio. On estime à 17 000 le nombre des déplacés, orphelins et handicapés compris, qui ont été contraints de quitter leurs foyers en 2013. Plus de 90 % de ces expulsions ont eu lieu à Mogadiscio, où le Gouvernement a repris possession des bâtiments publics et où les propriétaires privés, pour la plupart issus de la diaspora, sont revenus et se sont réapproprié leurs terrains. Le plan de réinstallation des déplacés à Mogadiscio mis en place par le Gouvernement, qui offrait une solution de rechange digne aux expulsions, a été suspendu, essentiellement parce que les terrains retenus ne satisfaisaient pas aux conditions minimales de sécurité, ni aux critères fonciers. Le plan a également pâti des luttes politiques intestines, qui ont accaparé l'attention du Gouvernement et

abouti à sa destitution, dans le sillage du limogeage du Premier Ministre. En conséquence, les déplacés sont restés dans les zones d'installation, dangereuses, dispersées dans Mogadiscio ou à la périphérie et dont les puissants « gardiens » autoproclamés ont continué à empêcher les humanitaires de parvenir jusqu'à eux et à contrôler de près les apports d'aide. En novembre 2013, à Kismayo, le cheikh Ahmed Madobe, chef de l'Administration intérimaire du Djouba, a pris un arrêté d'expulsion qui donnait aux personnes déplacées jusqu'au 20 janvier 2014 pour libérer les bâtiments et les terrains publics de la ville. À la mi-décembre 2013, plus de 450 des 7 000 déplacés présents à Kismayo ont été contraints de quitter les propriétés publiques qu'ils occupaient – moyennant, a-t-on appris, une indemnité financière de l'Administration intérimaire. Les démarches dans ce sens du Coordonnateur de l'action humanitaire et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires auprès des autorités ont aidé à convaincre celles-ci d'accorder une indemnité aux intéressés et de leur laisser le temps de libérer les lieux.

7. En novembre 2013, le Gouvernement kényan, le Gouvernement somalien et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont signé un accord tripartite sur le rapatriement librement consenti des Somaliens réfugiés au Kenya. Le HCR a lancé la phase pilote d'un programme visant à la réintégration de 10 000 rapatriés potentiels à Luuq (Gedo), Baidoa (Bay) et Kismayo (Bas-Djouba) de janvier à juin 2014. Bien que cette phase ne porte que sur un nombre restreint de cas, son succès est décisif pour la mise en œuvre de solutions durables plus ambitieuses. Il faut donc s'attacher en particulier à y préparer très sérieusement les zones de rapatriement, afin d'assurer la pérennité des retours et d'éviter que l'absence de services sociaux de base ne réduise les rapatriés à la condition de personnes déplacées dans leur propre pays.

#### **Interventions humanitaires, difficultés d'accès et incidences opérationnelles**

8. L'accès des humanitaires aux populations touchées, en particulier dans le sud du pays, a continué à soulever des problèmes complexes, et les risques associés à l'acheminement de l'aide ont subsisté. Malgré les succès militaires remportés par les Forces armées somaliennes, avec l'appui de la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), la majorité des humanitaires qui opèrent dans le sud et le centre du pays ont fait état d'une augmentation des risques afférents à leur action depuis que le mouvement des Chabab s'était divisé en factions. Les assassinats de fonctionnaires, membres des forces de police et soldats somaliens se sont poursuivis, coûtant souvent la vie à des civils, et notamment des humanitaires, pris dans les échanges de tirs ou les explosions. Le retrait, le 14 août, après 22 années de présence en Somalie, de Médecins sans frontières (MSF), qui dénonçait des agressions contre ses équipes et l'impunité dont jouissaient de plus en plus souvent leurs auteurs, dit assez combien la situation était difficile sur le terrain. L'organisation dispensait des soins dans 20 dispensaires, pour la plupart situés dans des zones reculées et difficiles d'accès du centre-sud. Son départ, qui a entraîné la fermeture de certains d'entre eux, a créé des vides dans l'action sanitaire. D'autres organisations et les autorités locales ont certes réussi à en combler la plupart dans quelques régions comme le Somaliland, mais seulement au prix d'un détournement de ressources destinées à d'autres services de santé.

9. Cela étant, l'amélioration des possibilités d'accès et l'ouverture de nouvelles routes ont permis aux partenaires humanitaires d'entrer en contact avec la

population dans certains secteurs récemment revenus sous le contrôle des forces gouvernementales et alliées, notamment à Kismayo et Afmadow (Bas-Djouba), Baidoa (Bay), Jaouar (Moyen-Chébéli) et Marka (Bas-Chébéli). L'insécurité et l'absence d'administrations locales efficaces y demeurent toutefois un obstacle de taille, qui nuit à l'efficacité des opérations de secours humanitaires. Même dans les secteurs où l'accès et la présence des humanitaires se sont améliorés, comme c'est le cas dans les grandes villes telles que Mogadiscio, Baidoa et Kismayo, l'insécurité continue à restreindre leur accès aux personnes à secourir, tant dans les agglomérations que dans les campagnes environnantes. Il a été d'autant plus difficile de s'assurer que l'aide parvenait bien aux plus vulnérables que l'insécurité résultant des tactiques de guerre asymétrique pratiquées par les Chabab a fortement compromis la mise en place de systèmes de surveillance efficaces dans les « secteurs récemment repris ». Les Chabab continuent ainsi à imposer des restrictions aux partenaires humanitaires dans de vastes zones rurales voisines des villes en question. Dans les secteurs qu'ils contrôlent encore, la campagne de vaccination contre la poliomyélite s'est déroulée dans des conditions qui étaient loin d'être idéales du fait des restrictions limitant les annonces publiques et obligeant les équipes à faire du porte-à-porte.

10. L'offensive que l'AMISOM prévoit de lancer contre les Chabab dans des régions vivrières de Somalie, comme le Bas- et le Moyen-Chébéli et le Bas et le Moyen-Djouba, va probablement aggraver la situation humanitaire et entraver encore davantage les activités visant à l'améliorer. Elle coïncidera avec saison des plantations et pourrait bien retarder la préparation des sols et leur mise en culture, ce qui ne ferait que détériorer la situation sur le plan de la sécurité alimentaire. Elle pourrait bien aussi aboutir à une réduction de l'accès aux marchés et empêcher la conduite des troupeaux vers de meilleurs pâturages et des sources d'eau, ce qui exacerbera les problèmes de nutrition. De plus, l'opération risque de faire des morts parmi la population civile et très probablement, en particulier, davantage de victimes de violences sexistes et de violations des droits de l'enfant. Elle pourrait en outre entraîner des déplacements de population, et donc des risques supplémentaires de transmission des maladies, notamment la poliomyélite. Enfin, le fonctionnement des services de base – santé, éducation, distribution d'eau, assainissement et hygiène – pourrait être perturbé. Bien que les avancées militaires de l'AMISOM ne se traduisent pas immédiatement par des progrès dans l'acheminement de l'aide humanitaire, elles pourraient cependant faciliter la vaccination dans les régions difficiles d'accès.

11. Outre les problèmes de sécurité, l'acheminement de l'aide a pâti des arrestations d'humanitaires et des restrictions administratives imposées par les autorités locales aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux organismes des Nations Unies à travers leurs ingérences et leur fiscalité. En l'absence de réglementation nationale en la matière, les administrations des différentes régions de Somalie ont fait preuve d'arbitraire dans l'enregistrement des ONG, souvent contraintes de s'acquiescer de droits à cet effet. En outre, bien qu'on n'en perçoive pas encore l'impact au moment de l'établissement du présent rapport, l'interdiction d'Internet porte d'ores et déjà atteinte à la capacité du personnel humanitaire d'assurer correctement la communication de l'information sur les besoins humanitaires et les interventions destinées à y répondre.

## Sécurité

12. L'insécurité persistante, en particulier dans le sud et le centre de la Somalie, continue de limiter l'accès aux populations touchées et d'entraver l'acheminement de l'aide. Les Chabab, qui contrôlent plus de la moitié de ces territoires, poursuivent leur guerre asymétrique, en prenant pour cible les fonctionnaires, les membres de la diaspora et le personnel humanitaire, y compris les Somaliens travaillant pour les Nations Unies et d'autres organisations internationales. Pendant la période à l'examen, il y a eu toujours autant d'attentats dans les lieux publics, et notamment les hôtels, restaurants et cafés, qui ont fait plus de 40 morts<sup>a</sup> dans la population civile. Le 19 octobre 2013, par exemple, un attentat-suicide commis à l'aide d'un engin explosif improvisé dans un salon de thé de Beledweyne, dans la région de l'Hiraan, a fait 20 morts, dont au moins 10 civils, et 31 blessés. Un mois plus tard, le 19 novembre 2013, les Chabab attaquaient le commissariat de police de Beledweyne, faisant 24 morts, dont 10 civils, et 30 blessés. À Mogadiscio, les attentats contre les hôtels Jazeera, Mubarak et Al-Mukarama, qui visaient surtout les autorités somaliennes, ont également fait des victimes civiles. Le 1<sup>er</sup> janvier 2014, un attentat complexe commis à l'hôtel Jazeera a fait 11 morts et 20 blessés. Les enlèvements et détentions de personnel national d'ONG ou d'organisations internationales ont aussi augmenté. À la fin de la période considérée, sept humanitaires somaliens étaient encore aux mains des Chabab.

13. Les risques pour la sécurité demeurent élevés dans les secteurs repris par l'AMISOM et les forces gouvernementales, notamment à Baidoa, Kismayo et Beledweyne. En outre, les luttes inter et intracommunautaires, souvent pour le contrôle des ressources naturelles, ont bouleversé la vie des Somaliens et compromis leurs moyens de subsistance. Au début de novembre 2013, des affrontements entre clans dans le Moyen-Chébéli ont fait, d'après les estimations, 18 000 déplacés parmi les 10 villages touchés par les violences. En décembre 2013, d'autres combats entre clans, cette fois dans le Bas-Chébéli, ont entraîné le déplacement temporaire de 54 000 personnes.

## Mesures d'atténuation des risques

14. Malgré ce contexte extrêmement difficile, les organismes d'aide humanitaire poursuivent leurs efforts pour mieux suivre la situation et choisir les partenaires d'exécution les mieux placés pour tâcher de répondre aux besoins humanitaires en Somalie. À cette fin, le Groupe de la gestion des risques a continué à travailler suivant la norme internationale (ISO) 31000 de l'Organisation internationale de normalisation en vue d'appuyer l'équipe de pays des Nations Unies en favorisant la gestion du risque institutionnel (ERM)<sup>b</sup> et en recourant plus souvent aux principes

<sup>a</sup> Le nombre total des personnes tuées dans les attentats énumérés dépasse de beaucoup le chiffre de 40, qui correspond seulement au nombre des civils tués dans la période considérée.

<sup>b</sup> La gestion (« le management ») du risque institutionnel est un processus mis en œuvre à l'échelle d'une organisation en faisant appel à un cadre de gestion des risques. Celui-ci est un ensemble d'éléments qui jettent les bases et établissent les dispositions organisationnelles de la conception, la mise en œuvre, la surveillance, la revue et l'amélioration continue de la gestion du risque dans toute l'organisation. Les bases sont la politique, les objectifs, le mandat et l'engagement envers le management du risque. Les dispositions organisationnelles sont les plans, les relations, les comptes à rendre, les ressources, les processus et les activités. Le cadre organisationnel du management du risque fait partie intégrante des pratiques et des orientations stratégiques et opérationnelles de l'ensemble de l'organisation (ISO 31000:2009, *Management du risque – Principes et lignes directrices*).

de la diligence raisonnable. Le Groupe a encouragé l'application de normes communes en la matière et le partage de l'information, indispensables au recensement et à la gestion des risques, au sein de l'équipe de pays. Il a également aidé celle-ci à accroître l'efficacité de l'aide en se chargeant de suivre et surveiller le déroulement des activités pour le compte de certaines entités des Nations Unies. Durant la période considérée, cette action a débouché, pour l'une d'entre elles, sur l'ouverture d'une enquête pour fraude au sujet d'un partenaire d'exécution.

15. À travers ses analyses, le Groupe a continué de recenser de nombreux types de risque liés aux opérations des Nations Unies en Somalie, notamment dans les sept catégories suivantes : réputation, gestion de la part des partenaires, programme, détournement, questions fiduciaires, intégrité et droits de l'homme. Pendant la période à l'examen, le Groupe a décelé des risques extrêmement élevés pour la réputation, et très élevés quant à l'intégrité et la gestion dans une société privée prestataire de services de sécurité et de logistique qui cherchait à consolider sa présence en Somalie. Il a aussi décelé un risque potentiel élevé d'atteinte à la réputation des Nations Unies dans une autre société de sécurité privée. D'après les conclusions de l'analyse qu'il a effectuée dans la période considérée, 30 % des partenaires étudiés présentaient globalement un risque élevé pour les Nations Unies, et 50 % un risque moyen.

16. D'autre part, le Groupe de la gestion des risques a renforcé ses activités de sensibilisation et d'appui auprès des ONG et de la communauté des donateurs, notamment en répondant à un nombre croissant de demandes d'information et de soutien, et a défini le mandat requis pour obtenir le détachement d'un attaché de liaison auprès des ONG. En coopération avec d'autres ONG, le Groupe a dispensé une formation à la gestion des risques aux ONG de Dhobley, dans le centre-sud de la Somalie.

17. Le système de gestion de l'information sur les entreprises, sous-traitants et autres prestataires et fournisseurs a continué de s'étoffer. Sa base de données contient désormais des éléments d'information sur plus de 1 700 prestataires et fournisseurs, soit 500 de plus que lors du précédent rapport, et des marchés et contrats d'une valeur totale de plus de 3,5 milliards de dollars des États-Unis, soit une hausse de 3,0 milliards par rapport au même rapport, principalement due au fait que le Bureau d'appui de l'ONU pour la Mission de l'Union africaine en Somalie étant devenu l'un des clients de la base, la liste des prestataires et fournisseurs de l'AMISOM y a été saisie. De même, 14 organismes des Nations Unies au total, au lieu de 12, alimentent désormais la base, et l'on s'emploie à en porter le nombre à 16 avant la fin de 2014. Le Groupe a également enregistré la liste noire des entreprises et organisations exclues par la Banque mondiale, ainsi qu'une liste consultable des personnes et organisations désignées dans les rapports du Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée.

18. La recherche-développement continue à perfectionner les fonctionnalités de la base de données. Y ont notamment été ajoutés un logiciel de cartographie et un outil de gestion des traitements des fonctionnaires qui vise à réduire les risques de double emploi parmi les donateurs et les membres de la communauté internationale qui participent au financement de ces traitements et de ceux des ministres somaliens.

19. Le Groupe du financement de l'action humanitaire, qui, au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, est chargé de gérer le Fonds humanitaire commun, a continué de réduire les risques de malversation à un minimum en

améliorant la présélection des partenaires d'exécution et l'évaluation préalable de leurs capacités institutionnelles, financières, techniques et de gestion, ainsi que les systèmes de contrôle et d'audit internes.

#### **Incidence des paragraphes 21 à 24 de la résolution 2111 (2013)**

20. La résolution 2111 (2013) du Conseil prévoit, en son paragraphe 22, que jusqu'au 25 octobre 2014, les obligations imposées aux États membres par le paragraphe 3 de la résolution 1844 (2008) ne s'appliqueront pas aux fonds ou autres actifs financiers ou ressources économiques nécessaires pour assurer sans retard l'acheminement de l'aide humanitaire dont la Somalie a un besoin pressant. Bien que les organisations et organismes interrogés aux fins de l'établissement du présent rapport n'aient pas expressément formulé d'observations au sujet de l'incidence des paragraphes 21 et 24 de la résolution 2111 (2013) sur leur aptitude à mettre en œuvre des programmes, le non-renouvellement de la dérogation pour raison humanitaire aurait pour effet de retarder l'acheminement de l'aide humanitaire dans les zones contrôlées par des groupes armés non étatiques.

#### **Conclusion**

21. Avec des administrations locales qui brillent par leur absence d'efficacité et l'insécurité qui règne sur tout le territoire, sans compter les attentats des Chabab qui la visent expressément, la Somalie demeure pour le personnel humanitaire l'un des cadres opérationnels les plus instables et les plus difficiles qui soient. L'offensive militaire prévue contre eux risque de restreindre encore l'accès aux bénéficiaires de son aide et d'aggraver l'insécurité alimentaire dans les régions vivrières traditionnelles du pays – Bay, Bakool, Bas et Moyen-Chébéli, Bas et Moyen-Djouba, notamment. Les partenaires humanitaires poursuivent leur travail malgré ces risques, mais seules de meilleures conditions de sécurité et d'accès leur permettront de venir vraiment en aide aux 2,9 millions de Somaliens qui en ont besoin. Grâce aux mesures de précaution renforcées que le Groupe de la gestion des risques a mises en œuvre, les organismes à vocation humanitaire sont désormais bien mieux à même de déceler les malversations et les détournements de l'aide et d'y remédier. Il appartient au Gouvernement fédéral somalien d'intensifier son action à l'encontre des « gardiens » pour s'acquitter de ses responsabilités afin que les personnes déplacées aient accès sans entrave à l'aide humanitaire. L'amélioration des possibilités d'accès à certains secteurs dans le sud du pays, principalement les villes reprises aux Chabab, devrait favoriser une meilleure surveillance et, partant, probablement décourager les malversations et responsabiliser les partenaires humanitaires. Afin qu'il puisse effectivement être procédé à une analyse des risques solide, toutes les entités des Nations Unies sont encouragées à communiquer au Groupe de la gestion des risques tous les renseignements sur les entreprises, sous-traitants et autres fournisseurs avec lesquels elles travaillent – profils, données biographiques et appréciation de leurs prestations.

22. Au vu de ce qui précède, la Coordinatrice des secours d'urgence invite le Conseil de sécurité à renouveler la dérogation pour raison humanitaire prévue au paragraphe 22 de la résolution 2111 (2013).